

Ecole normale supérieure - PSL

MARCHÉ PUBLIC
ACCORD-CADRE DE FOURNITURES ET
DE SERVICES

Fourniture, livraison, installation de sondes cryogéniques optimisées et d'un système de refroidissement et de contrôle pour les sondes refroidies à l'hélium pour un spectromètre 900 MHz et maintenance préventive.








Cahier des clauses particulières (CCP)

Consultation n°	2025-011
Date limite de réception des offres	25 septembre 2025





SOMMAIRE

1.	DÉFINITIONS	3
2.	OBJET DU CONTRAT.....	3
3.	STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT.....	4
4.	DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION	5
5.	PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT	5
6.	RÉALISATION DES PRESTATIONS	7
7.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE	15
8.	LITIGE ET SANCTIONS	20
9.	FIN DU CONTRAT	21

ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

	Objet du contrat	Fourniture, livraison, installation de sondes cryogéniques optimisées et d'un système de refroidissement et de contrôle pour les sondes refroidies à l'hélium pour un spectromètre 900 MHz et maintenance préventive.
	Acheteur	Ecole normale supérieure - PSL
	Type de contrat	Accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec maximum, mono-attributaire, de fournitures et de services.
	Structure	Lot unique
	Lieu d'exécution	Les équipements doivent être livrés à l'adresse suivante : Ecole normale supérieure - PSL Département de Chimie 24 rue Lhomond à Paris (5 ^{ème} arrondissement).
	Durée	4 ans
	Nature des prix	Prix unitaires

1. DÉFINITIONS

 Contrat	Le contrat est un accord-cadre passé en Appel d'offres ouvert (Article R2124-2 1° - Code de la commande publique). Le contrat fait référence au CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021 . Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives de l'accord-cadre.
 Acheteur	L' acheteur désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté.
 Titulaire	Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
 Prestation	La prestation est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

2. OBJET DU CONTRAT

2.1. Description des prestations

■ Objet de la prestation :

Le présent accord-cadre porte sur l'acquisition d'équipements pour un spectromètre 900 MHz. Ce spectromètre est employé pour la résonance magnétique nucléaire (RMN) en solution, en particulier, pour le développement de méthodes de relaxométrie à haute résolution (utilisant un système de navette intégré au corps du spectromètre), ainsi que plus généralement pour la RMN des macromolécules biologiques.

Le modèle de spectromètre 900 MHz concerné par le présent marché est : RMN AVANCE NEO 900 MHz (modèle «Ascend Evo 900 MHz / 54mm »).

Les équipements et la maintenance, objet du marché, sont décrits à l'article 6.1 du présent CCP.

Les prestations seront financées par l'ENS-PSL via deux contrats de recherche : le projet France 2030 Equipex+/ESR IMF-NMR et le projet SESAME auprès de la région Ile-de-France PARIS-DYN.

A titre indicatif et non contractuel, l'estimation de la dépense dans le cadre de cet accord-cadre est de 800 000 € HT.

■ Lieu d'exécution :

L'adresse de livraison et des prestations de maintenance est la suivante :
Ecole normale supérieure – PSL
Département de Chimie
24 rue Lhomond à Paris (5^e arrondissement).

■ Pièces contractuelles :

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, le contrat est constitué des documents énumérés ci-dessous par

ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles
- Le présent cahier des clauses particulières (CCP) et ses annexes éventuelles
- Le Bordereau des prix
- Le CCAG applicable (arrêté du 30 mars 2021) dans sa version en vigueur au lancement de la consultation
- L'offre technique du titulaire
- Les actes d'exécution et modificatifs contractualisés en phase d'exécution

2.2. Intervenants

Les prestations sont réalisées pour l'**Ecole normale supérieure - PSL**, représentée par Monsieur le Directeur de l'Ecole normale supérieure - PSL.

Adresse et coordonnées :

Direction générale des services
45 rue d'Ulm
75230 Paris cedex 05

■ Représentation des parties :

Dès la notification du contrat, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

Le titulaire désigne dès le début du contrat les noms et coordonnées professionnelles d'une ou plusieurs personnes chargées de le représenter pour l'exécution des prestations. En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

■ Nature de la prestation :

Les prestations relèvent d'un contrat de **fournitures et de services**.

■ Décomposition de la prestation et forme du contrat :

La forme retenue pour l'exécution du contrat est **à bons de commande sans minimum et avec maximum** tel que défini dans l'acte d'engagement.
L'accord-cadre est mono-attributaire.

■ Présentation des bons de commande :

Les prestations à réaliser sont définies au fur et à mesure des besoins au moyen de bons de commande qui comportent :

- nom et adresse du titulaire,
- numéro et date du contrat,
- numéro et date du bon de commande,
- numéro de l'engagement juridique,
- lieu de réalisation des prestations,

- adresse de facturation si elle diffère de celle prévue au contrat,
- désignation et quantités des prestations à réaliser,
- délais maxima de réalisation des prestations,
- montant total hors taxes de la commande,
- taux et montant de la TVA,
- montant total TTC.

4. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

■ Durée globale du contrat :

Le contrat est conclu pour une durée de **4 ans** à compter de la notification du contrat.

■ Délai d'exécution des bons de commande :

Le délai d'exécution des prestations est fixé dans chaque bon de commande dans le respect des clauses de l'acte d'engagement. Il tient compte de la nature et de la quantité des prestations à réaliser.

Le délai court à compter de la date prescrite par le bon de commande ou, à défaut, à compter de la réception du bon de commande par le titulaire.

5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

5.1. Prix du contrat

■ Nature des prix :

Les prix du contrat sont **unitaires**.

■ Variation des prix :

Les prix sont **fermes** pour toute la durée du contrat.

■ Contenu des prix :

Les prix du contrat comprennent :

- les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations prévues au contrat ;
- les charges fiscales et autres charges éventuelles qui frappent les prestations ;
- les frais de conditionnement, stockage, emballage, assurance et transport ;
- les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

■ TVA :

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Les taux de TVA applicables sont ceux en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

5.2. Conditions de paiement

■ Avance :

Sauf renoncement, une avance est prévue si le montant de la commande est supérieur à 50 000,00 € HT et le délai d'exécution supérieur à 2 mois. Le taux de cette avance est fixé à 30%.

Le montant de l'avance est calculé conformément à l'article R. 2191-16 du Code de la commande publique. Il n'est pas révisable.

L'avance est remboursée à partir 65% d'avancement des prestations.

■ **Paiement des membres du groupement :**

En application de l'article 12.1 du CCAG, en cas de groupement, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet la répartition des paiements pour chacun des cotraitants, sur la base de l'état de répartition du montant du contrat par cotraitant fixé dans son offre.

■ **Présentation des demandes de paiement :**

Les demandes de paiement comprennent les mentions suivantes :

- le nom et la raison sociale du créancier, une date d'émission et un numéro unique ;
- le numéro RCS, de SIRET et TVA intracommunautaire ;
- les dates de réalisation des prestations ;
- le numéro du contrat ;
- la nature, quantité et montant hors taxes des prestations réalisées ;
- le taux de TVA applicable ;
- la désignation de l'acheteur et son SIRET ;
- les éventuelles autres mentions demandées par l'acheteur après la notification du contrat.

Elles sont transmises de manière électronique dans les conditions prévues par les articles L2192-1 et suivants du Code de la commande publique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

■ **Périodicité des paiements :**

Des acomptes pourront être versés pour l'acquisition des équipements :

- Un acompte de 30% du montant total HT pourra être versé à la livraison de l'équipement ;
- Le solde pourra être versé après signature du procès-verbal de vérification d'aptitude prévue au présent marché.

Conformément à l'article 11.2 du CCAG-FCS, chaque acompte doit faire l'objet d'une demande de paiement de la part du titulaire.

Une facture d'acompte devra être établie à chaque acompte.

Concernant les prestations de maintenance, les paiements s'effectuent après constatation du service fait par le représentant de l'ENS-PSL.

■ **Autorité compétente pour payer les dépenses :**

Monsieur l'Agent comptable de l'Ecole normale supérieure - PSL
45 rue d'Ulm
75230 Paris cedex 05

■ **Délai de paiement :**

Le délai de paiement est de **30 jours** à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

6. RÉALISATION DES PRESTATIONS

6.1. Prescriptions techniques

■ Contraintes impératives de compatibilité avec le matériel existant :

Chaque équipement devra être compatible avec le spectromètre existant, permettant un fonctionnement fiable et intégré.

En particulier, le spectromètre RMN AVANCE NEO 900 MHz (modèle «Ascend Evo 900 MHz / 54mm »). sera équipé d'éléments pour réaliser des expériences de relaxométrie.

La compatibilité avec le prototype de navette développé par Bruker est essentielle. Voir la publication récente décrivant cet équipement en détail : <https://doi.org/10.5194/mr-2024-25>

Le système d'accord automatique de chaque nouvelle sonde à distance devra être compatible avec la console sans modification notable de celle-ci, ainsi qu'avec le logiciel de contrôle du spectromètre existant.

■ Description des équipements à fournir :

Pourront être commandés dans le cadre du présent accord-cadre :

1. Solution de base - Un système de refroidissement et de contrôle pour les sondes cryogéniques refroidies à l'hélium.

Le système de refroidissement sera connecté à une boucle d'eau froide pour l'échange thermique.

Le système de contrôle sera, dans la mesure du possible, intégré au logiciel de contrôle du spectromètre.

2. Solution alternative – un système entièrement indépendant de refroidissement et de contrôle pour les sondes cryogéniques refroidies à l'hélium :

Le système de refroidissement devra être entièrement indépendant, sans raccordement nécessaire à la boucle d'eau froide existante au laboratoire.

Le système de contrôle sera, dans la mesure du possible, intégré au logiciel de contrôle du spectromètre.

3. Solution de base - Une sonde cryogénique optimisée pour la détection du proton.

La sonde devra comporter les caractéristiques suivantes :

- Sonde cryogénique refroidie à hélium ;
- Sonde triple résonance proton, carbone-13, azote-15 ;
- Système « inverse » avec détection optimisée pour le proton ;
- Diamètre des tubes 5 mm ;
- Préamplificateurs refroidis pour assurer une sensibilité optimisée pour la détection des noyaux proton, carbone-13 et deutérium, permettant en particulier d'obtenir une sensibilité suffisante dans les expériences de détection directe du carbone-13 ;
- Lock deutérium ;

- Accord (« tuning / matching ») automatique piloté depuis la console du spectromètre ;
- Bobines pour impulsions de gradient de champ magnétique selon l'axe z.

Les spécifications de cette sonde, en particulier, la durée des impulsions haute puissance sur chaque canal, la qualité du découplage hétéronucléaire et la sensibilité de détection en proton, fluor-19, deuterium et carbone-13 sont décrites dans l'offre du titulaire, ainsi que la résolution spectrale attendue sur l'aimant Ascend Evo 900 MHz (largeur à mi-hauteur et pied des pics).

4. Solution alternative - Sonde cryogénique optimisée pour la détection du proton avec la fonctionnalité supplémentaire :

La sonde optimisée pour la détection du proton décrite ci-avant devra aussi offrir la possibilité de passer en mode « quadruple résonance » avec les canaux proton/phosphore-31/carbone-13/azote-15.

Les spécifications de cette sonde, en particulier, la durée des impulsions haute puissance sur chaque canal et la sensibilité de détection en proton, deuterium et carbone-13 sont décrites dans l'offre du titulaire.

Les spécifications de cette sonde, en particulier, la durée des impulsions haute puissance sur chaque canal, la qualité du découplage hétéronucléaire et la sensibilité de détection en proton, fluor-19, deuterium et carbone-13 sont décrites dans l'offre du titulaire, ainsi que la résolution spectrale attendue sur l'aimant Ascend Evo 900 MHz (largeur à mi-hauteur et pied des pics).

5. Solution de base - Une sonde cryogénique optimisée pour la détection du carbone-13.

La sonde devra comporter les caractéristiques suivantes :

- Sonde cryogénique refroidie à hélium ;
- Sonde triple résonance proton, carbone-13, azote-15 ;
- Système « observe » avec détection optimisée pour le carbone-13 ;
- Diamètre des tubes 5 mm ;
- Préamplificateurs refroidis pour assurer une sensibilité optimisée pour la détection du carbone-13 et, si possible du proton et du deutérium ;
- Lock deutérium ;
- Accord (« tuning / matching ») automatique piloté depuis la console du spectromètre ;
- Bobines pour impulsions de gradient de champ magnétique selon l'axe z.

Les spécifications de cette sonde, en particulier, la durée des impulsions haute puissance sur chaque canal, la qualité du découplage hétéronucléaire et la sensibilité de détection en proton, fluor-19, deuterium et carbone-13 sont décrites dans l'offre du titulaire, ainsi que la résolution spectrale attendue sur l'aimant Ascend Evo 900 MHz (largeur à mi-hauteur et pied des pics).

6. Solution alternative - Sonde cryogénique optimisée pour la détection du carbone-13 avec la fonctionnalité supplémentaire :

La sonde optimisée pour la détection du carbone-13 décrite ci-avant devra aussi offrir la possibilité d'ajouter un accord possible au fluor-19.

La gamme de fréquence du fluor-19 pourra être obtenue a minima pour travailler en double résonance carbone-13 & fluor-19, par exemple avec une bobine proton accordable en fluor-19 ou avec double accord proton/fluor-19 pour travailler en triple résonance carbone-13/fluor-19/proton.

Les spécifications de cette sonde, en particulier, la durée des impulsions haute puissance sur chaque canal, la qualité du découplage hétéronucléaire et la sensibilité de détection en proton, fluor-19, deuterium et carbone-13 sont décrites dans l'offre du titulaire, ainsi que la résolution spectrale attendue sur l'aimant Ascend Evo 900 MHz (largeur à mi-hauteur et pied des pics).

■ Prestations de maintenance :

Les prestations de maintenance portent uniquement sur des opérations de maintenance préventive, à l'extinction de la garantie.

Cette maintenance s'effectue en site occupé.

La fréquence d'intervention et le périmètre de la maintenance préventive et le détail des opérations sont décrits dans l'offre du titulaire.

La prestation de maintenance comprend obligatoirement les coûts de déplacement des techniciens, la main d'œuvre et le remplacement régulier des petites fournitures et consommables (par exemple, pour le système de refroidissement : joints, pompe, huile pour la pompe, etc.) tels que définis dans l'offre du titulaire.

Programme d'intervention :

Un programme d'intervention (planning prévisionnel préventif annuel) est proposé par le prestataire à l'ENS-PSL. Il sera établi par le prestataire dans le mois qui suit la prise d'effet du bon de commande et transmis par courriel à l'ENS-PSL.

Les dates et heures précises sont confirmées par le prestataire 30 jours à l'avance.

Si l'une des deux parties souhaite déplacer une intervention, elle en informe l'autre au moins 5 jours ouvrables avant la date prévue.

Moyens humains mis à disposition pour exécuter les prestations de maintenance :

Le titulaire doit mettre à disposition du personnel en nombre suffisant pour effectuer l'ensemble des interventions indispensables à la maintenance préventive.

L'équipe d'intervention doit compter des techniciens compétents parfaitement adaptés aux équipements du présent marché.

Moyens matériels dédiés aux prestations – Outillage :

Le prestataire assure à ses frais, et sous sa seule responsabilité, la fourniture de l'outillage courant ou spécialisé, des appareils de mesure et de contrôle nécessaires à la réalisation des prestations du marché, les équipements de manutention, les échelles, échafaudages, plates-formes, les protections, les véhicules, les équipements de téléphonie et informatique de ses personnels.

Il veille à ce que son personnel soit formé à l'utilisation de ce matériel.

Il veille également à ce que son personnel n'utilise pas l'outillage appartenant à l'ENS-PSL qui n'est normalement pas mis à sa disposition. Si de l'outillage appartenant au ENS-PSL était prêté au prestataire, celui-ci le mettrait en œuvre sous sa propre responsabilité.

Connaissance des dispositions et contraintes afférentes au marché :

Le prestataire est réputé avoir pris connaissance de toutes les dispositions et contraintes afférentes au marché et notamment :

- Conditions d'accès aux sites.
- Contraintes d'exploitation.
- Simultanéité d'interventions.
- Délais.

Il ne pourra se prévaloir de rémunérations complémentaires pour méconnaissance de ces éléments.

Compte-rendu d'intervention et traçabilité des opérations :

Chaque intervention de maintenance fait l'objet d'un compte-rendu d'intervention où sont mentionnés :

- La date et l'heure d'intervention.
- Les numéros d'inventaire des matériels contrôlés.
- Les coordonnées du donneur d'ordre.
- Les équipements concernés.
- Le détail de l'intervention.
- La ou les pièces remplacées et leur provenance.
- Le numéro du marché

Le rapport d'intervention de maintenance préventive devra être visé par l'ENS-PSL, avec ses observations éventuelles, envoyé par courriel à l'ENS pour assurer la traçabilité.

L'envoi par courriel devra respecter les prescriptions suivantes :

- L'objet du mail devra faire apparaître : MATERIEL CONCERNE par l'intervention – DATE D'INTERVENTION.
- Le fichier joint au mail (le compte-rendu) devra être sous format WORD, EXCEL ou PDF, et dénommé avec les mentions suivantes : MATERIEL CONCERNE par l'intervention – DATE D'INTERVENTION.

Le prestataire est tenu d'informer l'ENS-PSL de toute anomalie qu'il aurait observée sur l'équipement dont il a la charge, et de signaler, sauf à engager sa responsabilité, toute non-conformité des matériels ou équipements à la réglementation en vigueur.

Il établit pour chaque constat d'anomalie une fiche écrite mentionnant :

- Le type d'anomalie constatée.
- Les actions entreprises ou qu'il convient d'entreprendre pour y remédier.
- Les conséquences si aucune action n'était engagée.

6.2. Conditions de réalisation des prestations

■ Transport :

Conformément à l'article 20.3 du CCAG Fournitures courantes et services, le transport s'effectue, sous la responsabilité du titulaire, jusqu'au lieu de livraison.

Le conditionnement, le chargement, l'arrimage et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité.

■ Emballage :

La qualité des emballages doit être appropriée aux conditions et modalités de transport. Dans la mesure du possible, le titulaire veille à utiliser des contenants réutilisés ou réutilisables, recyclés ou recyclables.

Par dérogation à l'article 20.2.1 du CCAG, la livraison doit être réalisée par unité distincte et non en vrac. Les emballages restent la propriété du titulaire qui prend en charge leur réutilisation ou recyclage.

■ Modalités de livraison :

Les modalités de livraison de l'équipement sont précisées au titulaire par ordre de service.

L'acheminement de l'équipement jusqu'à la salle dédiée du Département de chimie de l'ENS-PSL se fait sous la responsabilité et à la charge du titulaire, sans surcoût pour l'ENS-PSL.

Conformément à l'article 21 du CCAG, le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport et notamment : éviter la circulation pendant les heures de pointe, transport groupé des marchandises, favoriser les modes de transports les plus respectueux de l'environnement.

La livraison s'accompagne d'un bon de livraison qui détaille notamment :

- La date d'expédition
- L'adresse de livraison
- La référence du marché
- L'identification du titulaire

- L'identification des fournitures livrées et, s'il y a lieu, leur répartition par colis. Chaque colis doit porter de façon apparente son numéro d'ordre, tel qu'il figure sur le bon de livraison ou l'état. Il renferme l'inventaire de son contenu.
- Le numéro du ou des lots de fabrication, dans le cas où la réglementation l'impose en matière d'étiquetage.

■ **Installation des équipements :**

L'installation dans les locaux de l'ENS-PSL est réalisée dans les conditions prescrites par l'ENS-PSL et communiquées en temps utile au titulaire.

L'installation dans les locaux de l'ENS-PSL est réalisée dans le respect des consignes qui seront précisées par ordre de service.

Afin de préparer cette installation, le titulaire se tient à la disposition de l'ENS-PSL pour lui communiquer toute information notamment technique nécessaire et tout document jugé utile par le Département de Chimie.

■ **Formation à l'utilisation des équipements :**

Après installation des équipements au sein des locaux de l'ENS-PSL, une formation est assurée par des formateurs qualifiés du titulaire aux membres de l'équipe RMN du département de chimie de l'ENS – PSL.

Cette formation est prévue sur une durée d'une journée (par équipement concerné) pour un nombre de participants allant jusqu'à cinq personnes.

Cette session de formation dure une journée.

Elle comprend :

- Le mode d'utilisation conventionnelle de l'équipement,
- Les points de sécurité à respecter,
- Les paramètres critiques à vérifier,
- Les erreurs habituelles à ne pas commettre,
- Les modalités d'installation et désinstallation de l'équipement concerné,
- Des mises en situation pratiques pour permettre l'appropriation et l'utilisation de l'équipement par les participants.

Dans un délai maximum de 1 mois à l'issue de la formation, le titulaire doit transmettre :

- La feuille d'émargement complétée par les participants ;
- Les documents et supports de la formation ;
- Les notices techniques relatives à l'usage de l'équipement concerné.

6.3. Vérification des prestations

■ **Opérations de vérification des fournitures :**

Les opérations de vérification quantitative et qualitative ont pour objet de permettre à l'acheteur de contrôler que le titulaire a mis en œuvre les moyens définis dans le contrat conformément aux prescriptions qui y sont fixées, et qu'il a effectué les prestations définies dans le contrat comme étant à sa charge conformément aux dispositions contractuelles.

Pour la réception des prestations, les mesures de contrôles suivantes s'appliquent :

1. Concernant la livraison dans les locaux de l'ENS-PSL au Département de chimie :

La personne en charge des vérifications pour l'ENS-PSL vérifie que les modalités de livraison de

l'équipement précisées préalablement au titulaire sont respectées.

Ces vérifications portent tant sur le respect des délais, du lieu de livraison, du transport, des modalités de livraison que sur la conformité de l'équipement livré et du bon de livraison.

L'acheteur procède aux vérifications le jour de la livraison de l'équipement. L'absence du titulaire, ou de son représentant, ne fait pas obstacle au déroulement ou à la validité des opérations de vérification.

Les constatations faites par l'acheteur sont consignées dans un procès-verbal mentionnant, s'il y a lieu, ses réserves et le cas échéant celles du titulaire.

2. Concernant l'installation dans les locaux de l'ENS-PSL et les opérations de mise en service (vérification d'aptitude)

Les opérations de vérification de l'installation et d'aptitude ont pour but de constater que le matériel installé et mis en service, présente les caractéristiques techniques qui le rendent apte à remplir les fonctions en conformité avec les performances techniques et fonctionnelles spécifiées dans le présent marché et l'offre du titulaire.

La vérification porte sur l'ensemble des matériels installés, assemblés et mis en service, accessoires inclus, tel que prévus au titre du marché.

Le titulaire s'engage à tester les spécifications des équipements. En particulier, les spécifications de sensibilité, de durée des impulsions et de résolution devront être identiques ou meilleures que celles définies dans l'offre.

Pour la vérification d'aptitude du système de refroidissement, des tests sont effectués pour vérifier les spécifications techniques telles que définies dans l'offre du titulaire :

- Capacité de refroidissement ;
- Stabilité dans le temps.

Pour la vérification d'aptitude des sondes, des tests sont effectués pour vérifier les spécifications techniques telles que définies dans l'offre du titulaire :

- Durée des impulsions radiofréquences à haute puissance
- Sensibilité de la détection sur chaque canal refroidi à l'hélium
- Résolution spectrale (largeur à mi-hauteur et pied des pics)
- Qualité du découplage hétéronucléaire

Lors de la vérification d'aptitude, le titulaire doit transmettre un rapport sur les spécifications et les tests sur le système installé à l'ENS – PSL.

Ce document doit permettre la vérification des spécificités techniques définies à l'article 6.1, rubrique « prescriptions techniques » et décrites dans l'offre du titulaire.

Le titulaire avise par écrit l'acheteur de la date à partir de laquelle les prestations objet du présent contrat peuvent être présentées en vue de ces vérifications.

L'acheteur avise le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications. L'absence du titulaire dûment avisé, ou de son représentant, ne fait pas obstacle au déroulement ou à la validité des opérations de vérification.

Les constatations faites par l'acheteur sont consignées dans un procès-verbal mentionnant, s'il y a lieu, ses réserves et le cas échéant celles du titulaire.

Le délai des opérations de vérification d'aptitude est de 30 jours à compter de la date de notification de la mise en service de l'équipement par le titulaire.

Passé ce délai, la vérification d'aptitude est réputée acquise.

Si les opérations de vérification d'aptitude sont positives, le pouvoir adjudicateur prononce l'admission de l'équipement, sous réserve des vices cachés.

Si les opérations de vérification d'aptitude sont négatives, le pouvoir adjudicateur prononce l'ajournement, la réfaction ou le rejet de l'équipement.

Par dérogation au CCAG, si l'ENS-PSL estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, elle peut décider d'ajourner l'admission des prestations. Cette décision est notifiée au titulaire qui doit présenter, à nouveau, à l'ENS-PSL, les prestations attendues, dans un délai maximal de trois mois.

Le titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de dix jours, à compter de la notification de la décision d'ajournement.

En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, l'ENS-PSL a le choix de prononcer l'admission des prestations avec réfaction ou de les rejeter, dans les conditions fixées dans le CCAG, dans un délai de quinze jours, courant de la notification du refus du titulaire ou de l'expiration du délai de dix jours ci-dessus mentionné.

Par dérogation au CCAG, le silence gardé par l'acheteur au-delà de ce délai de quinze jours ne vaut pas décision de rejet des prestations.

Si l'ENS-PSL estime que les prestations sont non conformes aux stipulations du marché et ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total.

En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché. Il dispose alors d'un délai maximum de 6 mois à compter de la notification de la décision de rejet pour mettre à disposition un nouvel équipement.

A l'issue de cette étape, un procès-verbal relatif à la vérification d'aptitude est établi et signé par l'ENS-PSL et contresigné par le titulaire.

■ **Personnes en charge des vérifications des prestations :**

Les personnes chargées de la vérification quantitative et qualitative des prestations réalisées par le titulaire sont désignées par l'ENS-PSL en cours d'exécution de l'accord-cadre.

■ **Documentation :**

Lors de la vérification d'aptitude, le titulaire doit transmettre un rapport sur les spécifications et les tests sur le système installé à l'ENS – PSL.

Ce document doit permettre la vérification des spécificités techniques définies à l'article 6.1, rubrique « prescriptions techniques » et décrites dans l'offre du titulaire.

Lors de la vérification d'aptitude, le titulaire remet les documents suivants :

- Mode d'emploi complet de chaque équipement installé,
- Mode d'emploi des commandes logicielles et opérations simples d'entretien courant.

Le titulaire s'engage à fournir toute la documentation rédigée en anglais nécessaire à l'utilisation et au bon fonctionnement du matériel livré ainsi qu'à son entretien courant.

Le titulaire s'engage à fournir les éventuels rectificatifs sans supplément de prix et ce, sur toute la durée de la garantie.

6.4. Développement durable

■ Clause environnementale :

Le contrat prévoit des obligations en matière de protection de l'environnement en tant que conditions d'exécution des prestations.

Comme indiqué à l'article 6.2, rubrique « modalités de livraison », conformément à l'article 21 du CCAG, le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport et notamment : éviter la circulation pendant les heures de pointe, transport groupé des marchandises, favoriser les modes de transports les plus respectueux de l'environnement.

Le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants de ces obligations environnementales.

6.5. Autres stipulations

L'acheteur peut prescrire des **prestations supplémentaires ou modificatives par ordre de service** après consultation au titulaire. Le cas échéant des prix nouveaux et provisoires sont fixés de manière concertée puis rendu définitifs par avenant dans les conditions prévues par le CCAG.

Les modifications prescrites ont un rapport direct avec l'objet du contrat, sont imprévisibles et rendues nécessaires pour la bonne exécution du contrat sans en bouleverser l'économie générale.

Si au cours de l'exécution du contrat, des solutions techniques plus performantes et adaptées aux besoins, objet du marché, sont identifiées et peuvent être mise en œuvre par le titulaire, celui-ci s'engage à les proposer à l'acheteur. Ces modifications doivent être de nature à améliorer les caractéristiques et performances des matériels et prestations objet du contrat pour un coût équivalent, réduire les coûts de revient ou l'impact environnemental du processus de fabrication notamment. Elles ne doivent néanmoins pas être de nature à entraîner une modification substantielle du contrat.

Si un événement imprévisible et extérieur à la volonté des parties provoque le bouleversement de l'économie du contrat en ce qu'il impacte la tarification des prestations prévues au contrat, les parties au contrat peuvent convenir de l'introduction d'une clause d'évolution des prix. Le titulaire est tenu de fournir tout élément permettant de justifier l'imprévision et l'impossibilité de maintenir, aux conditions économiques du contrat, la réalisation des prestations prévues au contrat dans leur niveau de qualité ou de prix.

Dans le cadre d'événements particuliers, localisés ou non, comme des attentats, des catastrophes naturelles ou industrielles, des pandémies ou épidémies, il peut être exigé du titulaire l'application de mesures transitoires de prévention et de sécurité.

L'acheteur transmet les consignes particulières à appliquer et leur durée d'application au titulaire qui ne peut pas les refuser.

Dans le cas où ces mesures engendreraient des adaptations de délais ou des coûts supplémentaires, le titulaire peut demander leur prise en charge par l'acheteur en produisant tous les justificatifs appropriés. Le cas échéant un acte modificatif est établi si les prix du contrat doivent être réévalués.

En cas de désaccord sur les conséquences financières, la résiliation du contrat pour événements extérieurs peut être prononcée par l'acheteur, sans indemnité pour le titulaire.

En cas de cessation d'activité, cession de contrat, décès, difficultés techniques ou financières empêchant la mise en œuvre des obligations contractuelles, le titulaire ou son représentant légal peut proposer à l'acheteur un nouveau titulaire pour le remplacer.

L'acheteur vérifie que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et apprécie ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire. A l'issue de cet examen, l'acheteur accepte ou refuse la substitution. En

cas de refus le contrat est résilié sans indemnisation.

■ **Dématérialisation du suivi :**

L'acheteur peut notifier au titulaire les actes d'exécution et modificatifs, par voie électronique, via son profil acheteur. La notification de l'acte est réputée être le jour de la première consultation du document si celle-ci a lieu moins de 8 jours à compter de son envoi, ou à défaut, 8 jours après.

7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

7.1. Obligations courantes du titulaire

■ **Niveau d'obligation prévu au contrat :**

Du fait de l'objet du contrat le titulaire est soumis à une obligation de résultat. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat.

Le titulaire s'engage à exécuter les prestations et à remettre les livrables associés avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

■ **Assurances :**

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

■ **Devoir d'information et de conseil :**

Le titulaire est tenu à une obligation d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

■ **Brevets et licences**

Le titulaire s'engage à être à jour du règlement des redevances dues au titre des brevets et licences d'exploitation des matériels, objet des prestations.

■ **Obligation de vigilance :**

Le titulaire remet :

1) avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail.

2) Lors de la conclusion du contrat, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

3) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics).

4) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF et de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

5) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, le numéro unique d'identification délivré par l'Insee ou à défaut l'un des documents suivants :

- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

■ **Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption :**

Durant l'exécution du contrat le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

■ **Réparation des dommages :**

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

■ **Sous-traitance :**

Les fournitures ne peuvent pas faire l'objet de sous-traitance. Néanmoins le titulaire peut faire appel à des fournisseurs et sous-traiter les services connexes à la fourniture.

7.2. Obligations liées à la sécurité

■ **Obligation de confidentialité :**

Tous les renseignements, documents et objets qui sont communiqués au Titulaire et à l'ensemble de ses intervenants, équipes et sous-traitants éventuels, dans le cadre de l'exécution du marché sont considérés comme strictement confidentiels.

■ **Protection des données à caractère personnel :**

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

Les données contenues dans ces supports, dans les documents, les données issues notamment des systèmes d'information, les données à caractère personnel intégrées dans les systèmes d'information sont strictement couvertes par le secret professionnel.

La réalisation des prestations par le Titulaire doit ainsi respecter l'ensemble des exigences liées à la protection des données personnelles conformément aux dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et du règlement européen n°2016/679 du 27 avril 2016 sur la protection des données, le Titulaire et ses Sous-traitants s'obligent à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment de garantir qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

L'ENS-PSL, et le Titulaire, assurent et préservent la sécurité, la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience des systèmes de traitement et des données contenues.

Le Titulaire s'engage à ne traiter des données transmises que pour les seules finalités décrites dans le présent marché, conformément aux modalités exposées par le présent marché et à toutes instructions complémentaires données par l'ENS-PSL. Si le Titulaire considère qu'une instruction constitue une violation d'une disposition en vigueur, il en informe immédiatement l'ENS-PSL.

Le cas échéant, le Titulaire collabore avec l'ENS-PSL pour la réalisation d'analyses d'impacts relatives à la protection des données.

Le Titulaire veille à ce que les personnels autorisés à traiter les données à caractère personnel s'engagent à en respecter la confidentialité ou soient soumis à une obligation légale appropriée de confidentialité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

Le Titulaire s'oblige à prendre toutes précautions utiles afin de les protéger contre toute destruction accidentelle ou illicite, perte, altération, diffusion et de garantir que les données ne soient déformées,

endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement et atténuer les éventuelles conséquences négatives d'une faille de sécurité.

Il met à la disposition de l'ENS-PSL toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues au présent article et pour permettre la réalisation d'audits par l'ENS-PSL ou tout auditeur dûment mandaté par lui.

Le Titulaire s'engage à communiquer à l'ENS-PSL dans les meilleurs délais, et sous 48 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, la survenance de toute faille de sécurité ayant des conséquences directes sur le traitement des données personnelles ou sur le fonctionnement du système de traitement. Il lui fournit notamment toute information relative à la nature de la violation, au nombre de personnes concernées, aux catégories et au nombre d'enregistrements de données à caractère personnel concernées, ainsi qu'aux conséquences probables de la violation, aux mesures prises pour y remédier et atténuer les éventuelles conséquences négatives. Il conserve en outre tout document relatif à la violation de données, ses effets et les mesures prises pour y remédier.

Par ailleurs, il s'engage à coopérer avec l'ENS-PSL, par des mesures techniques et organisationnelles appropriées, dans toute la mesure du possible, à permettre l'exercice, par les personnes concernées, de leurs droits d'accès, d'opposition, de rectification ou de suppression prévus par la réglementation.

Le Titulaire ne peut sous-traiter l'exécution des prestations à une autre entité ni procéder à une cession du présent marché sans l'accord écrit préalable de l'ENS-PSL et dans le respect de la réglementation applicable.

Dans ce cas, le sous-traitant du Titulaire est tenu de respecter les obligations présent marché. Il appartient au Titulaire de s'assurer que son sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences des dispositions en vigueur.

Le Titulaire demeure pleinement responsable devant l'ENS-PSL des éventuels manquements de son sous-traitant en matière de protection des données.

En cas de changement de sous-traitance ayant un impact sur les données à caractère personnel et sur le niveau d'engagement du Titulaire au titre du présent marché, ce dernier s'engage à le notifier au pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais.

Le traitement des données ne peut être localisé en dehors de l'Union européenne, sans être en stricte conformité avec les obligations énoncées dans les clauses contractuelles types de la Commission européenne ou de la CNIL applicables au transfert de données.

Le cas échéant, le Titulaire communique à l'ENS-PSL le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données.

En cas de manquement à ces dispositions, la responsabilité du Titulaire pourra être engagée, sans préjudice d'éventuelles actions récursoires pour les dommages qui lui sont imputables.

L'ENS-PSL se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le Titulaire et son ou ses sous-traitants expressément agréé(s).

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par l'ENS-PSL, afin de se conformer aux règles nouvelles, sont notifiées au Titulaire par l'ENS-PSL et sont d'application immédiate. La prise en compte des impacts administratifs et financiers de cette décision donne lieu à la signature d'un avenant par les parties.

Enfin, le Titulaire s'abstient en toute hypothèse de reproduire, exploiter ou utiliser les données personnelles collectées à l'occasion de ses prestations à ses propres fins ou pour le compte de tiers, et s'engage à modifier ou supprimer, soit à la demande de l'ENS-PSL, soit à la demande d'une personne concernée, et en toute hypothèse à l'achèvement de la finalité poursuivie et au terme de l'exécution de ses prestations, toute données personnelle collectée à l'occasion ou aux fins d'exécution desdites prestations.

■ **Propriété des documents :**

Les documents et livrables, quel que soit leur format, qui sont réalisés à l'occasion du présent marché sont propriété exclusive de l'ENS-PSL.

■ **Mesures de sécurité :**

Il est précisé que lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, le Titulaire est tenu de se conformer aux dispositions édictées par la réglementation sur la protection du potentiel scientifique et technique introduite par le décret du 2 novembre 2011.

■ **Certification et sécurité des personnels :**

Si la protection des intérêts essentiels de l'ENS-PSL l'exige dans le cadre de sa mission de service public, l'ENS-PSL peut soumettre l'accès à certains lieux où des mesures de sécurité s'appliquent, à l'agrément préalable des personnels du Titulaire et des sous-traitants éventuels y ayant accès, par le Fonctionnaire de Sécurité et de Défense (FSD) de l'ENS-PSL pour limiter les risques d'atteinte à l'ordre public et assurer la protection de la sécurité nationale.

Afin de permettre à l'ENS-PSL d'effectuer les vérifications nécessaires, le Titulaire s'engage à fournir les informations suivantes concernant les personnes dont il sollicite l'agrément :

- le patronyme et les prénoms de son agent ;
- une photocopie lisible et recto-verso d'un titre d'identité dont la nature varie selon la situation individuelle de l'agent visé :
 - carte nationale d'identité (CNI) ou passeport en cours de validité pour les ressortissants français et communautaires ;
 - titre de séjour en cours de validité avec une autorisation de travail valable ou carte de résident pour les étrangers extracommunautaires ;

Par ailleurs, l'ENS-PSL se réserve le droit de solliciter toute autre information qu'il juge nécessaire à l'évaluation du risque en considération du niveau de sensibilité du lieu concerné, en rapport direct avec la prestation ou l'intervention demandée.

Les informations demandées ne sont pas utilisées à d'autres fins que celles décrites dans le présent paragraphe, et ne sont pas conservées par l'ENS-PSL une fois connue la décision prise par le fonctionnaire de sécurité et de défense (FSD) pour l'ENS-PSL, d'agréer ou non la personne physique intervenant pour réaliser la prestation demandée. Seule la décision d'agrément ou de refus d'agrément prise sur la base des renseignements fournis est conservée par l'ENS-PSL.

Le Titulaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix, à moins que les informations ne lui aient été communiquées que postérieurement au dépôt de son offre et s'il peut établir que les obligations qui lui sont ainsi imposées nécessitent un délai supplémentaire pour l'exécution des prestations ou rendent plus difficile ou plus onéreuse pour lui l'exécution de son contrat.

■ **Mesures de portée générale :**

Le Titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci envers l'ENS-PSL.

Les conditions d'agrément des sous-traitants sont celles prévues aux articles L. 2193-4 à L. 2193-7 du code de la commande publique.

A cette fin, le Titulaire doit préalablement informer l'ENS-PSL par écrit des raisons du recours envisagé à un sous-traitant. L'ENS-PSL se réserve le droit de refuser le sous-traitant sans avoir à se justifier d'une quelconque manière ou de l'autoriser, le cas échéant sous réserve que le sous-traitant s'engage à respecter des clauses de sécurité supplémentaires à celles imposées au Titulaire.

En tout état de cause, le Titulaire s'engage à insérer dans les documents contractuels régissant ses rapports avec son sous-traitant, l'obligation pour celui-ci de respecter l'ensemble des règles de protection de la sécurité des données et systèmes d'information auxquelles le Titulaire est lui-même soumis aux termes du présent marché.

Toute sous-traitance non-autorisée préalablement par l'ENS-PSL autorise celui-ci à résilier sans indemnités le marché, aux frais et risques du Titulaire.

Les personnels du Titulaire, ainsi que les sous-traitants éventuels, participant aux prestations du présent marché doivent se conformer strictement aux règles de protection des informations sensibles qu'ils pourraient avoir à connaître au titre de l'exécution du marché, ainsi qu'au règlement intérieur, aux règles de sécurité et de contrôle en vigueur dans l'Etablissement du contractant. Ces personnels ne doivent accéder qu'aux seuls locaux et installations concernés par le présent marché.

Le Titulaire s'engage à informer ces personnels de l'ensemble des obligations auxquelles ils sont soumis au titre du présent marché.

Le Titulaire s'engage et engage ses personnels à ne faire aucune divulgation, sous quelque forme que ce soit, sans autorisation de l'ENS-PSL, de tout élément connu dans le cadre du présent marché, en dehors des communications strictement indispensables à l'exécution du présent marché.

Le non-respect par le Titulaire des prescriptions de sécurité du présent marché pourra entraîner la résiliation sans indemnité du marché à ses torts.

Aucune donnée ne peut être partagée ou communiquée à un tiers au contrat sans le consentement exprès, écrit et préalable de l'ENS-PSL, à moins d'une injonction d'une autorité judiciaire française. Dans cette hypothèse, le Titulaire en informe sans délai l'ENS-PSL avant toute communication, à moins que l'injonction judiciaire ne le lui interdise expressément. Les obligations définies ci-dessus doivent continuer à s'appliquer pendant les 10 ans qui suivent la date d'expiration du marché.

■ Dispositions relatives au fonctionnement de l'établissement :

Lorsqu'il est présent dans les locaux de l'ENS-PSL, le titulaire doit se conformer au règlement intérieur de l'établissement et consignes de sécurité et d'accès aux site et locaux de l'ENS-PSL.

■ Clause de sécurité :

Le titulaire garantit que le matériel livré respecte les normes de sécurité en vigueur lors de la livraison, et en particulier, qu'il est conforme aux décrets n°92-765 à 92-768 du 29 juillet 1992. Au surplus, les appareils peuvent éventuellement être contrôlés par un organisme agréé, choisi par l'acheteur.

Les frais relatifs à ce contrôle sont pris en charge par l'acheteur, la mise en conformité étant à la charge du titulaire.

8. LITIGE ET SANCTIONS

8.1. Pénalités

Par dérogation au CCAG, les pénalités de retard sont applicables sans observations préalables du titulaire.

Par dérogation au CCAG le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 25 % du montant total hors taxes du contrat.

Par dérogation au CCAG les pénalités pour retard s'appliquent dès le premier euro.

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
Pénalité pour retard en cas de dépassement du délai d'exécution	<p>Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG, en cas de retard dans l'exécution des prestations, les pénalités suivantes peuvent s'appliquer :</p> <ul style="list-style-type: none">- Retard de livraison et d'installation des équipements : Le titulaire encourt une pénalité de 300 € par jour calendaire de retard.- Retard dans la transmission des documents à fournir : Le titulaire encourt une pénalité de 100 € par jour calendaire de retard.

8.2. Autres stipulations

■ Règlement des différends :

En cas de litiges, seul le droit français est applicable.

Conformément à l'article 46 du CCAG/FCS, le représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations, objet du marché.

Dans tous les cas, la survenance d'un éventuel litige entre les parties ne dispense en aucun cas le titulaire de respecter ses obligations contractuelles au titre du présent marché. En particulier, elle ne l'autorise ni à interrompre l'exécution du marché, ni à suspendre cette exécution, ni à modifier la teneur de ses obligations.

■ Résiliation pour faute :

Le marché pourra être résilié par le pouvoir adjudicateur dans les conditions prévues au Chapitre 7 "Résiliation" du CCAG/FCS, sous réserve des dispositions ci-dessous.

Par ailleurs, en complément des dispositions du chapitre 7 du CCAG/FCS, le pouvoir adjudicateur peut, si le titulaire ne remplit pas les obligations que lui impose le présent CCP ainsi que tous les documents qui y sont mentionnés, ou s'il les remplit de façon inexacte ou incomplète, de manière à compromettre les intérêts du service, prononcer la résiliation du marché après mise en demeure restée infructueuse. Le titulaire est tenu de présenter ses observations dans un délai de quinze (15) jours. Sans réponse satisfaisante du titulaire, le pouvoir adjudicateur peut prononcer la résiliation du marché aux torts du titulaire.

La résiliation ne fait pas obstacle à l'exercice des actions qui pourraient être intentées contre le titulaire.

Conformément à l'article 45 du CCAG/FCS, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

■ Résiliation pour motif d'intérêt général :

À tout moment l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général.

Le titulaire peut demander à être indemnisé des investissements et frais engagés pour l'exécution du contrat et non pris en compte dans le montant des prestations réglées. A cette fin, le titulaire fournit tous les justificatifs utiles pour apprécier l'indemnité.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG, cette résiliation n'ouvre droit à aucune indemnisation du titulaire.

■ Tribunal compétent

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

Tribunal Administratif de Paris
7 rue de Jouy
75181 Paris Cedex 04

Téléphone : 01 44 59 44 00
Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr
Télécopie : 01 44 59 46 46
Site internet : paris.tribunal-administratif.fr

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

9. FIN DU CONTRAT

■ Propriété intellectuelle :

Conformément au CCAG, le titulaire cède ses droits sur l'utilisation des résultats des prestations du contrat à titre non exclusif. Les autres dispositions du CCAG en matière de propriété intellectuelle s'appliquent.

■ Garantie :

Les prestations du contrat sont assorties d'une garantie d'une durée minimale de 1 an.

■ Point de départ de la garantie :

Le point de départ de la garantie est la date de notification de la décision de réception des prestations.

■ Régime de la garantie :

Pendant le délai de garantie, le titulaire exécute les réparations qui lui sont prescrites par l'acheteur.

Au titre de la garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, sauf si la défectuosité est imputable à l'acheteur.

Cette garantie couvre les frais de déplacement, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement.

Si la privation de jouissance entraîne un préjudice pour l'acheteur, celui-ci peut exiger une solution de remplacement aux frais du titulaire. Le délai de garantie est prolongé du délai de privation de jouissance.

Le titulaire effectue les mises au point et réparations demandées dans le délai fixé par l'acheteur dans l'ordre de service. Si à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

Liste des dérogations au CCAG Fournitures courantes et services :

La rubrique *Pièces contractuelles* de l'article 2 du contrat déroge à l'article 4.1 du CCAG

La rubrique *Emballage* de l'article 6 du contrat déroge à l'article 20.2.1 du CCAG

La rubrique *Opérations de vérification des fournitures* de l'article 6 du contrat déroge à l'article 27 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard* de l'article 8.1 du contrat déroge à l'article 14.1 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard - observations préalables à l'application* de l'article 8.1 du contrat déroge à l'article 14.1.1 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard - seuil d'exonération* de l'article 8.1 du contrat déroge à l'article 14.1.3 du CCAG

La rubrique *Résiliation pour motif d'intérêt général* de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 42 du CCAG

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG, toute éventuelle dérogation mentionnée dans le présent document mais non rappelée dans la liste récapitulative qui précède s'applique néanmoins.



Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)
[CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021](#)